



**PRÉFET
DE LA GIRONDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde
Cité administrative
2, rue Jules Ferry
BP 55
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 04/05/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/04/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

GARDIER Micheline (station-service)

222 boulevard Jean-Jacques Bosc
33130 Bègles

Références : 2026-317
Code AIOT : 0003107089

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/04/2026 dans l'établissement GARDIER Micheline (station-service) implanté 222 boulevard Jean-Jacques Bosc 33130 Bègles. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection du 28/04/2026 avait pour objectif de faire un point de l'avancement de la mise en sécurité de l'ancienne station service ELAN exploitée par Madame GARDIER, sur la commune de Bègles.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GARDIER Micheline (station-service)

- 222 boulevard Jean-Jacques Bosc 33130 Bègles
- Code AIOT : 0003107089
- Régime : Néant
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Madame GARDIER, exploitante de la station service sous l'enseigne ELAN, sise, 222 Boulevard Jean-Jacques Bosc, 33130 Bègles, a déclaré la cessation de son activité à Madame La Préfète de la Gironde, le 26 septembre 2013.

D'après les éléments retrouvés, la station était équipée de 3 cuves :

- une cuve nommée H à simple enveloppe et d'une capacité de 15 m³ contenant du gasoil,
- une cuve nommée B à simple enveloppe et d'une capacité de 9 m³ contenant du gasoil,
- une cuve nommée C à double enveloppe et d'une capacité de 6 m³ contenant du sans plomb 95.

L'installation faisant l'objet de la cessation d'activité est concernée par les rubriques de la nomenclature des installations classées suivantes : 1435-2 (DC)

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- AN26 Libération foncier SSP

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une

mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Mise en sécurité - ancienne station service	Arrêté Préfectoral du 08/12/2021, article 1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective, Consignation	15 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant n'a fourni aucune information sur la mise en sécurité du site depuis l'inspection de 2021 et la mise en demeure du 8 décembre 2021.

L'inspection propose au préfet, à l'encontre de Madame GARDIER, un arrêté de sanction administrative de type consignation financière dont le montant est évalué à 6 000 euros.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mise en sécurité - ancienne station service

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/12/2021, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, mise en sécurité - cessation d'activité
Prescription contrôlée :

Madame GARDIER Micheline pour son site sis, 222, boulevard Jean-Jacques Bosc à Bègles est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article R512-66-1 du code de l'environnement :

- l'exploitant fait réaliser une surveillance des effets de l'installation sur son environnement, **sous un délai de 6 mois ;**

Constats :

Pour rappel - constats de l'inspection du 11/10/2021, la cessation d'activité de la station service ELAN exploitée par Madame GARDIER a été notifiée au Préfet, le 26 septembre 2013. Le site est actuellement utilisé en tant que garage mécanique.

D'après les éléments fournis par l'exploitant, les cuves, 3 au total, ont été nettoyées et dégazées. La cuve de gasoil (15 m³) a été neutralisée avec du béton maigre, d'après les éléments fournis, En outre, sur site, il a été constaté la présence de l'entrée d'une bouche bétonnée. Enfin, la partie dépotage et les pompes ont bien été retirées.

L'exploitant n'a pas apporté d'éléments démontrant que les deux cuves, 6 m³ et 9 m³, ont bien été neutralisées. Aucune information n'est disponible sur la gestion des anciennes tuyauteries du site.

L'exploitant n'a pas été en capacité de fournir les éléments attestant de la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

L'exploitant n'a pas attesté que le maire avait bien été informée de la cessation d'activité.

Suite à cette inspection, le préfet a pris un arrêté préfectoral de mise en demeure en date du 08/12/2021 à l'encontre de la dernière exploitante, Madame GARNIER afin de procéder à la finalisation de la procédure de cessation d'activité de l'ancienne station service ELAN.

A ce jour, la situation n'a pas évolué. L'ancienne exploitante n'a répondu ni aux demandes de l'inspection ni à la mise en demeure du 08/12/2021.

L'inspection sur site du 28 avril 2026 ne met en évidence aucune évolution du site. Les terrains restent occupés par une activité de garage automobile.

Après recherche, il ressort que la SCI JCMPP (SIREN : 428942049) 15 RUE TEULERE 33000 BORDEAUX est propriétaire des terrains de l'ancienne station service (parcelle 6 - section AE). Madame GARNIER ancienne exploitante est également co-dirigeante de cette SCI.

Ainsi, l'inspection a écrit à la SCI pour l'informer de sa responsabilité sur ce site en tant que gardien de la chose. La mairie a également été informée de l'absence de mise en sécurité complète de l'ancienne station service et des risques de pollution au droit des terrains.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant apporte des éléments supplémentaires démontrant que les deux cuves, 6 m³ et 9 m³, ont bien été neutralisées. Il précise également le devenir des anciennes tuyauteries de l'installation.

L'exploitant finalise la mise en sécurité du site en réalisant une surveillance des effets de l'installation sur son environnement (diagnostic de pollution proportionné aux enjeux).
L'exploitant atteste que le maire a bien été informé de la cessation d'activité.

Les travaux de mise en sécurité doivent être finalisés et justifiés auprès de l'inspection. La justification pourra être transmise sous la forme d'une attestation, dite ATTES-SECUR, établie par un bureau d'études certifié en sites et sols pollués ou équivalent, par l'exploitant ou un tiers demandeur.

L'inspection propose au préfet un arrêté de sanction administrative de type consignation financière dont le montant est évalué à 6 000 euros (somme correspondant au coût moyen d'une attestation de mise en sécurité).
L'ancienne exploitante dispose d'un délai de 15 jours pour faire part de ses observations sur le projet d'arrêté.
Ce projet d'arrêté préfectoral de consignation est également transmis à la SCI JCMPP, propriétaire des terrains.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective, Consignation

Proposition de délais : 15 mois